

UN CHOC SANITAIRE ET INEGALITAIRE¹

Daniel Cohen

Professeur d'économie à l'École normale supérieure

18 novembre 2020

« Comme un organisme placé sous anesthésie, l'économie n'assure plus que ses fonctions vitales » : tel avait été le diagnostic de l'INSEE pour caractériser le mois d'avril 2020, durant le premier confinement, estimant que la moitié du secteur privé avait été alors à l'arrêt. Au cours du premier semestre, la baisse cumulée de PIB devait être de 20%. C'est sans précédent dans l'histoire des soixante-quinze dernières années. Il n'y eut en fait, depuis le début du vingtième siècle, que trois épisodes qui l'ont dépassée en intensité. En France, la crise des années trente avait entraîné une baisse cumulée du PIB de presque 20% (le point bas étant atteint en 1935), la première guerre mondiale une chute du PIB de 30%, et la seconde guerre mondiale avait provoqué une baisse encore plus considérable de 40%.

Les épidémies n'ont certes rien de neuf dans l'histoire humaine, et celle-ci reste bien loin de ces immenses calamités que furent la grande peste au Moyen-Age ou la grippe espagnole au lendemain de la première guerre mondiale, laquelle avait fait 50 millions de morts... La grippe espagnole avait tué, entre 1918 et 1919, 0,75% de la population française, l'équivalent de 500 000 morts aujourd'hui, mais son coût économique avait été beaucoup plus limité: 2,5% de PIB aurait été perdu selon les estimations de l'économiste Robert Barro. Cette crise est différente : c'est pour prévenir une catastrophe sanitaire que les économies s'effondrent. Loin d'y voir une aberration il faut se réjouir que la conscience universelle ait hissé d'un cran l'exigence de protéger les populations contre le risque mortel.

L'année 2020 sera marquée à la fois par une chute violente et un profil très erratique du PIB. Après une baisse de 5,9% au premier trimestre, puis de 13,7% au second, le PIB a rebondi fortement au troisième, de 18,2%. Dès le mois de juin, la consommation était repassée au-dessus de son niveau de février. Mais l'optimisme retrouvé des Français au sortir du confinement est également la raison pour laquelle le virus s'est diffusé rapidement au cours de l'été. Le nombre de contamination a explosé de 500 à 5000 entre juillet et septembre,

¹ Note réalisée à la demande de l'Union sociale pour l'habitat dans le cadre du webinar d'actualité du 18 11 2020 du Réseau des acteurs de l'habitat

puis de 5000 à 50000 entre le début septembre et fin octobre. Alors que l'arbitrage entre la santé et l'économie avait été nettement en faveur de la santé lors du premier confinement, le deuxième confinement tente de préserver les deux à la fois. Les principales cibles du nouveau confinement sont les inactifs, retraités et étudiants, auxquels s'ajoutent les commerces non essentiels, le recours au télétravail étant privilégié pour les entreprises qui peuvent y recourir. Au choc du printemps, brutal d'un point de vue économique mais efficace d'un point de vue sanitaire, le gouvernement préfère adopter aujourd'hui la stratégie d'un confinement plus modéré mais, sans doute, plus long.

Les indicateurs de très court terme confirment une baisse beaucoup moins brutale de l'activité que lors du second confinement. Les indices de mobilité vers les lieux de travail recensés par Google avaient baissé de 70% au printemps, ils n'ont baissé que de 31% cette fois-ci. Les premières estimations réalisées par la Banque de France évoquent une perte d'activité de 12% par mois de nouveau confinement, (sachant un point de départ de 4% plus bas), contre 30% de chute au printemps. Toute la question est désormais de savoir combien de temps il faudra pour que le vaccin soit disponible. Il est à craindre que d'ici là, un régime de semi-confinement restera en place, de manière plus ou moins continue.

Les inégalités

Le virus a semblé abolir les différences de classes. Tout le monde a pu être infecté, du Premier Ministre britannique à l'aide-soignant au front de la bataille sanitaire. Rien n'a pourtant été plus inégalitaire que l'impact de cette crise sur la vie de chacun. Les conditions d'hébergement varient considérablement d'une population à une autre. Les situations de stress psychologiques et sociales, les violences conjugales, aiguisent de formidables inégalités. Le rapport à l'emploi redouble ces traits quand il n'en est pas directement à l'origine. Une étude très éclairante, publiée au début de la crise par la Réserve Fédérale américaine, distingue ainsi trois groupes sociaux. Le premier est celui des travailleurs qui accomplissent des tâches essentielles, dans la santé, l'alimentation, le nettoyage des villes... Ils représentent 20% de la population active. C'est le « melting pot » où l'on croise le professeur de médecine et l'éboueur. Le second groupe est beaucoup plus étroit, c'est celui des travailleurs du monde numérique, qui peuvent télétravailler sans difficultés. Ils représentent 35% de la population active. Le reste, soit 45% du total, est en risque élevé de perdre son emploi. Ce groupe est

également le plus pauvre: dans le cas américain, il gagnait avant la crise 75% de moins en moyenne que le reste de la population!

Les chiffres français sont moins marqués mais parfaitement en phase avec cette étude. Une enquête du Cevipof a montré que 60% des diplômés de l'enseignement supérieur ont recours au télétravail contre 3% des ouvriers seulement. Selon une étude de l'Institut des Politiques Publiques, parmi les trois déciles les plus pauvres de la population, moins de 20% de personnes occupent des postes télétravaillables, contre 60% en moyenne pour les trois derniers déciles (jusqu'à 75% pour le dernier décile). Les trois déciles les plus pauvres ont toutefois aussi cette particularité de travailler plus souvent dans les secteurs essentiels (hors banques et assurances) à plus de 20% pour les trois derniers déciles, contre moins de 5% pour les trois plus hauts déciles. Ce travail des « premiers de corvée » tend à réduire, en moyenne, le choc économique que les ménages les plus modestes ont subi, au risque évidemment d'une exposition plus forte au risque sanitaire. Les déciles les plus modestes sont également ceux où le contrat de travail est le plus fragile. Les trois déciles les plus pauvres sont moins de 50% à disposer d'un CDI, contre plus de 70% pour les déciles les plus hauts.

La réponse de l'Etat

Eviter les licenciements, soutenir les secteurs les plus menacés, maintenir le revenu des personnes en difficulté : toute la panoplie des instruments ont été mobilisés pour lutter contre la crise. Les gouvernements gardent en mémoire les efforts qui ont été nécessaires en 2008-2009 pour que le système ne s'effondre pas. La nature de la crise est toutefois totalement différente. En 2008, le virus était financier. Les gouvernements avaient alors évité de répéter les erreurs qu'une autre crise financière, celle de 1929, avait produite – c'est-à-dire des politiques monétaires très agressives. Répondre à la crise sanitaire avec les outils de 2008 actionnés par les banques centrales - baisse de taux, facilités monétaires, mécanisme de stabilité – ne suffit pas. Le bon outil est le soutien budgétaire. Les entreprises et les ménages ont besoin que le gouvernement les dédommage du manque à gagner induit par les mesures de restrictions sanitaires qui leur ont été appliquées.

Selon le RESF, la part des dépenses publiques va monter cette année à 63% du PIB (hors Consommation intermédiaires), 10 points de plus que ce qui avait été prévu, du fait à la fois de la hausse des dépenses elles-mêmes et de la baisse du dénominateur. La dette publique

elle-même devrait s'approcher de 120% du PIB. Cela pourrait-il provoquer une crise des finances publiques? A l'image du Japon depuis près de trente ans, les taux d'intérêts européens sont très bas, voire trop bas, et tout donne à penser qu'ils le resteront encore longtemps. Aujourd'hui, la dette française à 50 ans coûte moins de 1% et n'ampute nullement nos finances publiques. En fait, la part des intérêts dans le PIB ne cesse de baisser depuis trente ans, en dépit de la hausse de la dette elle-même. Elle dépassait 3% du PIB en 2000, sera à 1,5% en 2020, alors même que le ratio d'endettement doublait, de 60% à 120% au cours de la même période!

L'Etat a soutenu les ménages et les entreprises à l'aide de plusieurs dispositifs: l'indemnisation de l'activité partielle (33,9 milliards budgétés, mais seulement 20,3 milliards dépensés de mars à octobre), les PGE, le Fonds de solidarité pour les entreprises (18,9 Mds), les reports et exonérations de charges sociales (8,2 Mds). Les ménages les plus pauvres ont également bénéficié d'une aide de 150 euros pour les bénéficiaires des minima sociaux, de 100 euros par enfant à charge pour les bénéficiaires des aides au logement, de 200 euros (en mai) et de 150 euros (en novembre) pour les moins de 25 ans bénéficiaires des aides au logement.

Ces aides ont touché des publics très différents. Le chômage partiel a aidé le milieu de la distribution des revenus (jusqu'à 2% du revenu moyen d'avant crise), les minima sociaux ont soutenu les déciles les plus faibles (2% de leur revenu moyen dans le premier vingtile, et moins de 1% dans le second). Cela reflète la part très faible des salaires dans le revenu des ménages les plus pauvres (moins de 20% pour le premier décile, moins de 40% pour le second). In fine, le cumul de ces dispositifs conduit à une perte de revenu en fonction des déciles qui ressemble à un U. Les plus pauvres et les plus riches sont finalement protégés de la récession, et c'est le milieu de la distribution qui connaît un choc le plus haut, avec une perte de revenu qui s'élève à 0,4%.

Concernant les entreprises, l'IPP a analysé l'impact du choc sanitaire en groupant les entreprises par décile, en fonction de l'intensité du choc qu'elles ont subi. 30% des entreprises ont amélioré leur chiffre d'affaire pendant la crise, le dernier décile l'augmentant de 60% ! Les trois déciles les plus affectés ont enregistré une baisse de 50 à 80% de leur chiffre d'affaire... Les premières ont préservé l'emploi en presque totalité, les autres l'ont baissé de 30 à 60%. Les deux premiers déciles les plus affectés ont été compensés par l'Etat de 70% de leur chiffre d'affaire, contre 20% environ pour les deux déciles les moins affectés. Ce sont les petites entreprises qui ont été le plus touchées. Les micro entreprises représentent 40% du

premier décile, et 5% du 8^{ième}. On note toutefois que leur part remonte légèrement ensuite, les micro entreprises représentent 25% du décile le moins touché...

L'essor du capitalisme numérique

A l'échelle de la société, cette crise va être un accélérateur de la transformation du monde des Gafa, Amazon, Netflix, Google etc. Le propre de ce qu'on peut appeler le capitalisme numérique est de réduire les interactions «physiques», de dispenser du besoin de se rencontrer en face à face. De nombreuses activités ont fait l'expérience d'une dématérialisation inédite, dans la médecine par exemple, où un grand nombre de consultations a dû se faire à distance. Les grands gagnants de la crise ont été les Amazon, Apple, Netflix, dont la capitalisation boursière a explosé durant le confinement. Le virus est venu à point nommé pour les acteurs du numérique, qui ont pu mener une expérimentation grandeur nature de l'incorporation du monde physique dans le monde virtuel.

L'économiste français Jean Fourastié avait, dès 1948, proposé une analyse des transformations économiques de long terme qui offre une clé essentielle pour comprendre la mutation en cours. Fourastié annonçait comme « le grand espoir du 20^{ième} siècle », le passage d'une société industrielle à une société de services. L'homme, expliquait-il, a travaillé la terre pendant des millénaires, puis la matière pendant les deux derniers siècles. Dans la société de services dont Fourastié annonçait l'éclosion, l'homme allait travailler l'homme lui-même. Son grand espoir était que l'humanité allait enfin s'humaniser dans un monde social où chacun s'occuperait des autres, comme coach, éducateur ou soignant. Fourastié pointait toutefois un « problème », qui à ses yeux n'en était pas un : cette économie de services engendrerait une croissance beaucoup plus lente. Si le bien que je vends est le temps que je passe avec autrui, la croissance est par définition limitée par le temps disponible... Or, l'essence du capitalisme reste, toujours et partout, la recherche systématique de la réduction des coûts. La solution au problème a tardé à être trouvée, mais elle est désormais claire : il suffit de convertir l'être humain que nous sommes, de chair et d'esprit, en un ensemble de données, d'informations sur notre température ou sur nos désirs, pour nous faire entrer dans la toile où nous pouvons être gérés par des algorithmes. Libérés de l'impératif de rencontres réelles, la croissance redevient possible, en ligne... Le virus nous a fait comprendre en accéléré le monde qui en résulte, privé

de vitalité, asséché par le manque de contact humain. Les restaurants, les cafés et les salles de concerts, lieux essentiels de respiration de la civilisation urbaine, ont été fermés. Avec la numérisation du monde, le « grand espoir » d'une société enfin humanisée s'est éloigné. Pour autant, la rapidité avec laquelle cette mutation a été produite nous fait sentir combien l'ancien monde est fondamental à notre équilibre psychique. Peut-être que l'histoire n'est pas écrite, et que, une fois la crise sanitaire passée, les populations comprendront mieux, et voudront défendre, le plaisir simple et fondamental du contact humain.